



Quand la Fête s'invite sur nos agendas...

Les 3 & 4 juin, au Parc paysager de Saint-Nazaire, se tiendra la Fête de notre journal.

Dominique LUCAS, responsable de la «Fête des Nouvelles», nous livre ses premières réflexions sur son contenu et ses nouveautés.

Notre dossier page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 807

Jeudi 4 mai 2006

prix: 0,70 €

La gauche a-t-elle un plan anti précarité ?



A l'initiative du Parti Communiste, de nombreux forums et initiatives pour débattre

d'une politique d'emploi qui combat la précarité, se tiennent dans le département. Lire p.3

■ PRÉCARITÉ

P 3

Quand le Parti Communiste décide d'engager publiquement le débat contre la précarité, les initiatives de proximité se multiplient.

■ NATURA 2000

P 3

Comment concilier l'environnement et le développement économique ? Une question abordée avec Natura 2000 et les enjeux de l'estuaire de la Loire.

■ CGT

P 5

Le syndicat dynamisé par le retrait du CPE tient son Congrès à Lille.

■ AMNISTIE

P 8

Après les violences policières, les condamnations arbitraires des jeunes anti-CPE se poursuivent. Les «Nouvelles» relaient l'appel lancé par le Journal «L'Humanité».



www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
 www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
 www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
 www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
 www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
 L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Plus tu causes...

Ségolène ROYAL n'en finit pas de multiplier les déclarations. Pour l'économie... Il faut voir en effet que le 5 avril, elle qualifiait pour Paris Match, la flexibilité de «dégât social et de contresens économique» et dix jours plus tard dans Challenge, elle prônait «l'alliance de la souplesse et de la sécurité pour faire reculer le chômage». Allez savoir...

DOUSTE-BLAZY

en rajoute

Invité dans un forum, le Ministre des affaires étrangères en rajoute une couche au sujet des propos tenus par la prétendante socialiste à l'élection présidentielle, en déclarant «J'attends comme tout le monde qu'elle nous en dise un peu plus»... A trop lui en demander, faisons attention de ne pas se perdre et ne plus rien comprendre.

Rien ne va plus

De sondages en sondages, la popularité de nos dirigeants nationaux s'amoindrit. Pour le grand chef de l'Elysée, «la côte ne culmine plus» qu'à 29 % soit 10 points de moins qu'en mars dernier et pour son protégé de Matignon, ce sont 74 % des personnes interrogées qui se déclarent mécontentes. Et quand je pense à ce vieux proverbe français qui dit «on ne change pas une équipe qui gagne»... je m'interroge, je m'interroge.

Pas fier non plus

Au lendemain de la reculade forcée et non prévue du Premier ministre sur le CPE, les rangs de la droite s'interrogent et manifestent leur mécontentement. Ce sont ainsi plus de la moitié des sympathisants de l'UMP qui considèrent «qu'il ne fallait pas céder» sur le Contrat Première Embauche. Une information qui ne laisse aucun doute sur les conceptions libérales de la droite française.

Caricature

DE VILLIERS essaie de tenir le haut du pavé, dernier «ouvrage» en main et recommence l'histoire de France et les croisades. «L'islam, dit-il, n'est pas compatible avec la République, en raison de trois principes : L'ouma, la charia, et enfin le djihad». Mon pauvre vicomte, dans quel état es-tu ? Un petit conseil : ne prend surtout pas l'avion à Roissy, j'ai entendu dire que tu y as vu un repaire de terroristes islamiques...

L'enchanteur

Jack LANG n'en finira donc jamais de faire croire à ce qu'il ne croit pas lui-même. C'est ainsi qu'il vient de déclarer «Je rêve d'un humanisme, d'un socialisme pleinement transformateur et non pas d'une gauche rose bonbon, sans couleur, sans saveur, sans puissance. A quoi bon changer de majorité, si nous n'avons pas la volonté de changer la vie et la société !» Connaissant le personnage, rien d'étonnant mais il fallait quand même le faire...

Point de vue

Par Aymeric SEASSAU



Le mouvement populaire vient de remporter une victoire massive sur la droite et le patronat. Mais ne nous y trompons pas, ce qui vient de s'exprimer contre le CPE n'est pas soudain. Depuis le retour de la droite au pouvoir, le gouvernement se heurte à des

résistances fortes à ses velléités d'adapter la France, de force, aux normes de la mondialisation capitaliste. Dans les mouvements sociaux contre les réformes de la protection sociale ; dans l'indignation qui s'exprime face à la violence faite aux jeunes, aux syndicalistes et aux sans papiers ; lors des élections locales et européennes ou encore, lors du référendum sur la Constitution européenne ; une grande majorité de Français a exprimé ses aspirations à vivre un autre avenir que celui que tente de lui imposer cette droite dure, à la fois conservatrice et libérale. A moins d'un an de l'élec-

tion présidentielle, la balle est dans le camp du peuple de gauche et des forces de progrès. Le résultat sera déterminé par les exigences de contenu, portées par les citoyens avant, pendant et après le scrutin. Battre la droite et faire cesser les attaques faites au monde du travail, constitue une première responsabilité. La mise en œuvre de solutions nouvelles permettant de faire reculer le chômage et la précarité en est une seconde, tout aussi essentielle. Il serait suicidaire de laisser croire que les forces politiques pourraient à elles seules relever le défi. Plus que jamais le rapport de force est nécessaire. Pour le construire, il faut dès à présent confronter les points de vues des partis, des citoyens, du mouvement associatif et des représentants

des salariés (et les questions posées par le congrès de la CGT sont à ce titre particulièrement importantes). C'est la démarche ambitieuse que souhaitent poursuivre les communistes dans leur campagne de forum qui se poursuit à Nantes, Saint-Nazaire, Rezé...

Dans ce contexte, la Fête des Nouvelles constituera elle aussi, n'en doutons pas, un temps fort de convivialité et de rencontres politiques, festives et populaires !

« Le mouvement populaire doit relever le défi du changement »

Le pas de deux de la droite et de l'extrême droite

De déclarations en déclarations, les propos de SARKOZY, LE PEN ou DE VILLIERS se ressemblent de plus en plus pour ne pas dire qu'ils sont identiques. A un an de l'échéance présidentielle, les grandes manœuvres sont lancées pour tenter de séduire un électeur d'extrême droite qui se révèle de plus en plus indispensable à SARKOZY, prétendant qui s'affirme à l'investiture, pour gagner les clés de l'Elysée.

C'est au pire des surenchères que l'on assiste en ce moment. DE VILLIERS laboure le terrain de LE PEN alors que SARKOZY drague l'électorat villiériste. C'est sur le dos de grandes questions de notre société que sont la sécurité, l'immigration que se jouent ces manœuvres. Le projet de loi sur l'immigration, résonne de nou-

velles promesses extrémistes du Ministre de l'Intérieur de «débarasser» le pays de la «racaille» des «bandes» et des «voyous» espérant ainsi ramener au bercail



les électeurs qui doutent et qui seraient tentés par l'extrême droite.

C'est un jeu dangereux pour le pays, pour la nation, pour les citoyens auquel est en train de livrer la droite et particulièrement Nicolas SARKOZY. Le débat qui se développe actuellement, se

déroule sur le terrain des idéologies racistes et xénophobes chères aux amis de LE PEN et DE VILLIERS, qui ne voient d'ailleurs pas cet épisode pré électoral d'un mauvais œil. En effet, ce sont leurs idées qui sont ainsi véhiculées, leurs thèses qui sont mises en débat les rendant par là même «légitimées» par la nature du débat.

Dans le même temps, ne nous trompons pas, les discours du Ministre de l'Intérieur transpirent de propos qui n'ont rien à envier à ceux des ténors de l'extrême droite française. N'est ce pas Nicolas SARKOZY lui-même qui, lors de la dernière «grande messe d'accueil» des nouveaux adhérents de l'UMP, a repris la citation de LE PEN et DE VILLIERS sur «si tu n'aimes pas la France, tu la quittes».

Le meilleur moyen de combattre ces stratégies dangereuses de la droite, sera celui de trouver et mettre en débat parmi les citoyens, une nouvelle voie et une alternative à cette politique. Nous devons tous nous y employer.

De vous à moi...

Laissez moi un peu tranquille.

A un an des élections présidentielles, l'énorme machine médiatique est mise en marche afin de canaliser l'opinion des citoyens, de les orienter sur la voie que ces messieurs d'en haut, ont décidée, dans le sens qu'ils ont choisi, pour les raisons qui sont les leurs.

Alors qu'à chaque élection, il est confirmé que le choix des électeurs se fait très souvent au dernier moment, on nous parle douze mois avant le scrutin, de résultat dans un mouchoir de poche entre candidats éventuels et non déclarés.

En fait, ces «messieurs pensants» déterminent le jeu et ses règles sans l'avis de ceux qui sont les auteurs et les acteurs. Drôle de démocratie que celle d'une société hyper médiatisée où les citoyens ont de moins en moins la parole.

Ségolène ROYAL en tête à 51%, SARKOZY qui remonte ou perd un point, LE PEN qui représente trois fois plus que DE VILLIERS... Arrêtez Messieurs, posez-vous et posez donc la question du contenu des votes qui seront ceux des Français en 2007. C'est étrange, je trouve qu'après ce que nous venons de vivre avec la mobilisation contre le CPE, votre action ne se situe pas justement sur les contenus des propositions qui sont au cœur des enjeux de ces élections. La raison en est peut être toute simple, le contenu, ça vous dérange, vous préférez plus le spectacle à une alternative qui obligatoirement écorche le libéralisme.

Y.C

Souscription des «Nouvelles»

Vous êtes nombreux à avoir participé à la souscription pour notre journal. Voici la liste globale des souscripteurs qui a permis à ce jour de réunir 4222 €. Il est encore temps de vous joindre à cette liste, nous vous proposons de le faire sans attendre et avant la Fête de notre journal des 4 et 5 juin prochain.

Aubertin Yvon, Ste Luce sur Loire, 50 € ; Babin L Garnier M, Rezé, 20 € ; Bodard Pierre, St Nazaire, 30 € ; Bouyer Hubert, Montoir de Bretagne, 40 € ; Breton Fernand, St Nicolas de Redon, 25 € ; Cabellud Paulette, St Nazaire, 100 € ; Chatelais Lucien, St Clair de Halouze, 20 € ; Cheneau Yannick, Campbon, 40 € ; Dejeu Michel, Sallertaine, 50 € ; Dusseaux Jeannine, Campbon, 20 € ; Gallet Marthe, St Nazaire, 20 € ; Goic Henri, Nantes, 30 € ; Grollier Jean, La Montagne, 100 € ; Grollier Jean, La Montagne, 20 € ; Hauray Donatien, Coueron, 30 € ; Herpin Thierry, Vieilleveigne, 10 € ; Jacotin Claudine, St Herblain, 100 € ; Jullien Rene, St Sebastien sur Loire, 100 € ; Le Bri-zaut Rene, Berric, 50 € ; Lecoq Evelyne, St Nazaire, 20 € ; Mate-lier Etienne, Coueron, 45 € ; Oli-vry Elisabeth, St Joachim, 25 € ; Patron Joseph, Trignac, 50 € ; Pich Pierre, Coueron, 20 € ; Poitevin Albert, Nantes, 50 € ; Preneau Francois, Nantes, 20 € ; Prodeau Michel, Le Rozier, 40 € ; Racinoux Maurice, St Herblain, 200 € ; Raim-baud Jean pierre, St Aubin des Chateaux, 30 € ; Rica Michel Gra-voille Catherine, Nantes, 50 € ; Robert Paul, Nantes, 30 € ; Thome Christian, Brains, 50 € ; Thome Christian, Brains, 150 € ; Trouillard Jeannine, Brains, 25 € ; Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Babin L Garnier L, Rezé, 20 € ; Bodard Pierre, St Nazaire, 30 € ; Boisse-lie Renée, Nantes, 20 € ; Breton Fernand, St Nicolas de Redon, 25 € ; Briand Monique, Nantes, 20 € ; Anonyme, St Nazaire, 100 € ; Courcoul Auguste, Nantes, 30 € ; Koziel Vincent, Savenay, 30 € ; Lecossois Robert, Fégréac, 10 € ; Lucas Dominique, Rezé, 20 € ; Matelier Etienne, Coueron, 45 € ; Racinoux Maurice, St Herblain, 200 € ; Raimbaud Jean Pierre, St Aubin des Chateaux, 30 € ; Tre-varain Annick, Nantes, 20 € ; Vince Yann, Rezé, 30 € ; Lafond Marcel, Vertou, 14 € ; Douguet André, Ver-tou, 14 € ; Marion Paul, Vertou, 15 € ; Le Cloerec Claude et Made-leine, Vertou, 14 € ; Kervely Remy, La baule, 50 € ; Leray Pierre, St lyphard, 30 € ; Sanchez Santiago, Nantes, 25 € ; Augnard Pierre, Coueron, 100 € ; Piaou Henri, Reze, 20 € ; Baldini Dominique, Thouaré sur Loire, 20 € ; Potiron Didier, Savenay, 20 € ; Weirich Armande, St nazaire, 40 € ; Pezeron Annie, Nantes, 15 € ; Moysan Henri, Nantes, 20 € ; Basse Joseph, Nantes, 30 € ; Duguay Henry, Nantes, 50 € ; Giron Jacques, Savenay, 30 € ; Couprie Anne, St Fiacre, 25 € ; Tascher Jean, Le Loroux Bottereau, 200 € ; Raim-baud C., Châteaubriant, 25 € ; Beau-rier Jean, Saint-Nazaire, 20 € ; Lan-dais Jean-Pierre, Nantes, 40 € ; Dajoux Jean-Louis, St Michel Chef Chef, 30 € ; Fromont JP, Saint Herblain, 50 € ; Le Naour Sté-phane, Rezé, 15 € ; Gerbier Michel, Rezé, 20 € ; Letrange Bernard, Haute Goulaine, 20 € ; Laurent Nadine, Le Landreau, 10 € ; Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Baudriller Jacques, Nantes, 25 € ; Fortin Henri, Trignac, 30 € ; Gau-tier Francis, Rezé, 20 € ; Mestric Jean, Montoir de Bretagne, 80 € ; Sureau Albert, Nantes, 50 € ; Teillant Annick, Trignac, 50 € ; Thome Jacques, Avrillé, 50 € ; Ter-rien Alphonse, Drain, 30 € ; Baraud Gilles, Rezé, 30 € ; Cheneau, Cau-dal, Savenay, 45 € ; Leo Joel, Oudon, 30 € ; Marchand Mahe, Tri-gnac, 300 € ; Bonnet Christian, Nantes, 20 € ; Antoine Régis, St Nazaire, 60 € ; Chaillou, Rezé, 50 € ; Noblet Yvonne, Pornichet, 20 € ; Chasserieu Micheline, Bou-guenais, 20 € ; Evain Michel, La Montagne, 20 €.

Natura 2000

ou comment développer les activités humaines en respectant la biodiversité ?

De quoi s'agit-il ? A l'origine de ce réseau européen destiné à préserver la biodiversité, deux directives européennes : la directive «oiseaux» (1979) concernant la protection des oiseaux sauvages et la directive «habitats» (1992) concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvage (1). Natura 2000 s'impose à la France puisque transposée en droit français par ordonnance en avril 2001.

Al'époque, nombre d'élus et de parlementaires s'étaient émus de la précipitation de l'Etat à appliquer ces directives, précipitation justifiée par le risque de voir la France condamnée à de lourdes pénalités financières. De fait, ce retard était bien plutôt dû au refus d'affronter un certain nombre de problèmes soulevés par les directives, au



grand jour. Ainsi, la définition des périmètres des sites classés, avaient fait l'objet dans notre département d'un large débat notamment pour la Brière et pour l'estuaire de la Loire. Devant l'absence d'une véritable concertation et la non prise en compte d'un certain nombre de caractéristiques physiques et humaines de ces territoires, de nombreuses collectivités avaient rejeté le périmètre des sites élaborés par les seuls scientifiques au mépris de la réalité des activités humaines, en particu-

lier portuaires et agricoles. Lors d'une nouvelle concertation (2), de nombreux élus ont porté la même préoccupation d'équilibre entre les exigences de respect de la diversité biologique et de développement économique et social. Il s'agissait alors notamment de ne pas inscrire en «zone de protection spéciale» le site de Donges-Est, un tel classement s'opposant au projet de développement des activités portuaires. Depuis lors, l'Europe reproche à la France de ne pas respecter les objectifs en terme de

superficie du territoire national (3). Aussi, le nouveau projet de classement dans le périmètre Natura 2000 de tous les estuaires français ne manque pas d'interroger même si la directive de 1992 stipule explicitement que «le maintien de cette diversité biologique peut, dans certains cas, requérir le maintien, voire le développement d'activités humaines».

Aussi, le PCF estime que la démarche Natura 2000 ne conduit pas à sanctuariser le territoire concerné. Mais il y a là un véritable enjeu : celui de rompre avec les démarches technocratiques et d'ouvrir une véritable élaboration démocratique associant élus locaux, associations, scientifiques et acteurs économiques, condition d'une véritable prise en considération des expériences acquises sur le terrain. C'est dire l'importance des avis émis actuellement par les différentes collectivités locales concernées par le projet de périmètre.

Yann VINCE

Riche débat au forum de discussion de La Chapelle sur Erdre

C'est autour du thème «l'intervention populaire pour une véritable alternative à Gauche», à l'initiative des militants communistes du canton, que les citoyens locaux ont pu débattre dans un esprit d'ouverture.

Cette soirée ouverte au public et à toutes les mouvances de gauche du canton, a permis d'activer un débat nécessaire à l'appropriation des enjeux politiques concernant notre société. L'actualité liée au CPE a été



abordée par la jeunesse, ce qui a permis de poursuivre sur les problèmes liés à la précarité, au logement et d'enchaîner sur les aides de l'état aux entreprises, l'éducation et la formation, les carrières, les bas salaires, la santé, les retraites, la mondialisation, l'actionnariat... pour en arriver aux préoccupations de chacun sur les échéances de 2007 et 2008.

Si nous pouvons regretter l'absence de certaines mouvances à ce débat, l'assemblée a pu apprécier la confrontation d'idées et a exprimé l'envie de renouveler cette expérience pour faire en sorte que chaque citoyen puisse être acteur et prenne part activement à la construction d'une nouvelle société. L'enjeu d'une véritable alternative à gauche est à ce prix.

Prenons date pour une prochaine initiative autour du programme du Parti Communiste.

(1)Ce qu'il convient donc d'appeler la directive Natura 2000 définit des sites d'intérêt communautaire faisant l'objet d'un classement en «zones spéciales de conservation» (ZSC). Ces ZSC classées au terme d'un échange entre les Etats et l'Europe s'ajoutent aux «zones de protection spéciale» (ZPS) classées directement par les Etats.

(2)Nouvelle concertation mise en place après un arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 2001 annulant pratiquement la moitié des 1 100 sites transmis par le gouvernement français à la Commission européenne précisément en raison du non-respect des modalités de concertation.

(3)Il faut savoir, en effet, qu'au plan européen, c'est 10,7 % du territoire de l'Union qui ferait l'objet d'un classement. La France n'atteindrait que 5% ! Pourtant, notre pays peut se targuer d'être le seul pays de l'Union européenne où les activités humaines, malgré certaines dérives (urbanisation, grands travaux d'infrastructures...) ont été suffisamment raisonnables et maîtrisées pour permettre une conservation remarquable (au regard des autres pays) de la défense de la biodiversité : 70 % des types d'habitat et 75 % des espèces d'oiseaux recensés au plan européen se trouvent en France.

Nantes, Saint-Nazaire, Rezé, 3 débats au cœur des enjeux de société

Les organisations locales du Parti Communiste de 3 grandes villes de notre département, Nantes, Saint-Nazaire et Rezé ont décidé d'organiser 3 forums s'adressant à l'ensemble les citoyens. En réunissant entre autres, les différentes forces politiques de gauche et les organisations syndicales, le Parti Communiste souhaite élargir le débat politique autour de la question du contenu d'une politique alternative à gauche pour 2007.

Ces nouvelles initiatives après celles développées à la Chapelle sur Erdre (voir article ci contre ou à Savenay dernièrement) s'inscrivent dans une volonté des communistes, de donner la parole aux citoyens et d'ouvrir le débat à gauche pour construire une politique qui rompt avec le libéralisme du gouvernement actuel.

NANTES

Mardi 9 mai
à 18h30
Salle de la
Convention.

SAINT-NAZAIRE

Mardi 9 mai
à 20h30
Salon République
au paquebot.

REZÉ

Jeudi 11 mai
à 20h30
Salle du Seil
allée de Provence.

Le dossier.

Fête des Nouvelles 2006

Ensemble fêtons la victoire du CPE et construisons l'avenir



La Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique constitue la manifestation politique majeure dans notre département. Rappelez-vous, il y a un an : les Français disaient majoritairement NON à une société où la règle de «la concurrence libre et non

faussée» écraserait tout sur son passage. A quinze jours du référendum sur la constitution européenne, le succès populaire de notre Fête, avait contribué à la victoire. Cette année encore, notre rassemblement intervient dans des conditions inédites.

boudons pas notre plaisir ! Chaque coin enfoncé dans la politique du MEDEF et de la droite, constitue un levier pour avancer vers plus de justice sociale et de solidarité. Pour autant, la contestation toujours plus forte du libéralisme, n'impose

pas d'elle-même des solutions pour sortir notre pays et l'Europe, du carcan de l'orthodoxie libérale. Ces deux victoires du mouvement populaire constituent donc un défi pour la gauche. Elles ne doivent pas se perdre dans des réponses faussées alternatives mais rencontrer des propositions de nature à rompre avec le libéralisme pour construire une issue au capitalisme. Notre rendez-vous annuel, sera l'occasion de poursuivre le débat engagé autour des propositions communistes, de les confronter à celles des citoyens engagés ou non, des forces politiques de gauche, des organisations syndicales et associatives qui aspirent comme nous, à changer la société. C'est pourquoi, notre Fête offrira toute sa place au mouvement

social : des salariés en lutte pour l'emploi à la jeunesse qui rêve d'un autre monde en passant par des collectifs citoyens pour la défense des services publics. Les commu-

Une fête 2006 qui s'annonce riche et offensive»

nistes de Loire-Atlantique ambitionnent que la Fête des Nouvelles soit au service de ce rassemblement populaire : ouverte, riche de la diversité des combats pour l'édification d'une société solidaire. Et comme les communistes en ont décidé lors de leur 33^e Congrès, notre Fête sera aussi le moment de porter au débat la candidature communiste à l'élection présidentielle et la

question du rassemblement de la gauche pour chasser la droite. Mais la fête, c'est aussi le lieu où chacun pourra prolonger dans une ambiance festive, les luttes dans son quartier, dans son entreprise ou tout simplement s'offrir un week-end de détente en famille ou entre amis. Ainsi, comme tous les ans, vous pourrez nourrir le corps et l'esprit, combiner les plaisirs culturels. Les débats, les expositions, les concerts, la soirée dansante, les jeux, les stands de restauration assureront aux plus grands comme aux plus petits, des moments de gaieté et de bonne humeur. La Fête des Nouvelles 2006 s'annonce riche. Les communistes la veulent avant tout la vôtre : politique, festive et récréative au service du rassemblement du peuple de gauche.

Dominique LUCAS

«La fête : un travail collectif»

La «Fête des Nouvelles» 2006 aura une configuration nouvelle qui s'inscrit dans l'esprit que les communistes se font du rassemblement des forces de gauche. Nous souhaitons une Fête du

Parti Communiste, moins tourné sur lui-même et davantage ouvert aux organisations qui participent des luttes contre les injustices sociales, les discriminations et les inégalités sociales. Car, c'est à partir de la diversité des forces progressistes que les communistes envisagent le rassemblement populaire majoritaire, susceptible de construire une alternative politique. Le Collectif de préparation qui se réunit depuis le mois de novembre 2005 sous la responsabilité de notre Fédération, a

voulu traduire cet état d'esprit. Notre fête sera tournée vers la jeunesse qui a marqué le mouvement social par son esprit rebelle contre le CPE. Elle donnera également toute leur place, aux organisations de salariés en lutte ainsi qu'aux associations agissant quotidiennement sur le terrain de la lutte contre les discriminations, le racisme... et pour plus de justice sociale.

Pour la première fois, nous organiserons la Fête autour d'espaces. Sans dévoiler le programme de la Fête qui détaillera son contenu, celle-ci sera implantée autour de cinq espaces : l'espace **Luttes** dans lequel participeront des syndicalistes, des salariés en lutte dans leurs entreprises, l'espace **Solidarité** regroupant les associations luttant contre les discriminations, l'espace **Jeunes** organisé par la jeunesse communiste autour de la lutte contre la précarité avec diverses organisations d'étudiants et de salariés, l'espace **Enfants** destiné à la récréation des petits qui leur pro-

posera une multitude d'activités et enfin l'espace **Livres** qui constituera le lieu des débats de la Fête. L'image que nous souhaitons donner à la «Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique» étant celle d'une manifestation dynamique, rassembleuse, riche des échanges et de confrontation des idées, festive et joyeuse, synonyme du bonheur de construire ensemble l'émergence d'une société nouvelle.



Ils ont dit :



Pédro MAIA : Les jeunes seront sur la Fête

Cela faisait de nombreuses années qu'un espace jeunesse tel que nous voulons le construire, n'avait pas vu le jour sur la Fête. Après les événements de ces derniers mois, avec la place que les jeunes occupent sur la scène politique, quoi de plus naturel que de leur consacrer une part de notre Fête. Pour aller au bout de l'idée, nous pouvons déjà dire que seront présents des stands d'organisations de jeunesse, dont bien évi-

demment celui des jeunes communistes, un stand lycéen, d'étudiants et de jeunes salariés autour de leur lutte commune pour un avenir meilleur. Pour innover et pour donner à cet événement une dynamique musicale, des concerts seront organisés le samedi en fin d'après midi et le dimanche. Toutes les conditions seront réunies pour que l'espace jeunesse contribue au succès de la Fête ! Nous vous invitons d'ores et déjà à venir nous rendre visite !

Yvon RENEVOT, Saint-Nazaire. Un espace sur nos luttes

Un espace sur les luttes sociales des Chantiers mais également sur la défense des potentiels industriels et des emplois de la région nazairienne, constituera un pôle attractif de la Fête 2006. Une exposition, la mise en débat de propositions communistes sur les questions de la filière maritime, de la construction navale et de l'aéronautique, seront au centre de l'espace dans lequel se retrouveront de nombreux acteurs du mouvement social et des syndicalistes. Nous continuons ainsi le travail engagé depuis de nombreux mois sur ces questions.



PRENONS NOTE...

La syndicalisation en quelques chiffres

Salariés et syndiqués

Si la population active en France atteint 27 637 000 salariés, le nombre de syndiqués, toutes organisations confondues, dépasse péniblement la barre des 8% avec 1 845 000 adhérents.

La CGT 1^{re} organisation

Avec 709 062 adhérents revendiqués par la CGT, la centrale de Montreuil est de loin, la première organisation syndicale française. Entre 2003 et 2004, elle a d'ailleurs vu ses effectifs croître de 3,5%. Rappelons que la CFDT au lendemain de l'épisode des retraites, avait perdu des dizaines de milliers de syndiqués dont une petite partie avait rejoint les rangs de la CGT.

Une certaine confiance

Si le nombre de syndiqués reste anormalement bas, la confiance dans les syndicats reste néanmoins positive. 54% des salariés interrogés par le CSA déclaraient en effet, qu'ils faisaient confiance aux syndicats pour les défendre.

Entre public et privé

Suivant une étude faite par la CGT, les syndiqués sont plus nombreux dans le secteur public que dans le secteur privé. Ils sont en effet 60% à travailler dans un établissement public contre 40% dans une entreprise privée.

La peur des représailles

C'est la raison principale invoquée par les salariés pour expliquer leur «non adhésion» au syndicat



dans les entreprises du privé. 36% d'entre eux évoquent la crainte de la hiérarchie, et les conséquences de leur éventuelle adhésion sur la pérennité de leur emploi.

L'éparpillement des salariés

La multiplication des petites et moyennes entreprises au «détriment» des grosses unités de production, ne favorise pas la syndicalisation. Aujourd'hui, la grande majorité des salariés est employée dans des PME. Les efforts des organisations syndicales pour accroître la syndicalisation dans ces secteurs, reste en deçà des espérances.

La précarisation des emplois

L'accroissement des emplois précaires, la flexibilité sont aussi des facteurs qui vont à l'encontre de la syndicalisation. Les stratégies du MEDEF et de la droite ont été, sur ces questions, travaillées afin de freiner tout développement de l'action syndicale dans les entreprises.

48^e Congrès de la CGT : Un essai à transformer

C'est, fort du succès obtenu sur le CPE et du rôle qu'elle y a tenu pour réaliser l'unité syndicale et le niveau de mobilisation, que la CGT a tenu son Congrès confédéral à Lille.

Ce qui vient de se passer avec un niveau de mobilisation rarement atteint, a bousculé tout le monde, bien entendu le monde du travail mais au-delà, le monde politique. Après le résultat obtenu, la CGT bénéficie d'un contexte favorable pour débattre et avoir un congrès qui cherche à construire. Ces dernières années n'ont pas été simples pour la centrale syndicale de Montreuil.

Malgré une farouche volonté d'engager l'action contre les coups de butoir de la droite et du MEDEF, qu'il s'agisse de la défense de la retraite, de la sécurité sociale ou plus près de nous, contre la privatisation d'EDF, les résultats n'ont pas été à la hauteur. L'échec du mouvement syndical, à empêcher la réforme du gouvernement Raffarin, sur les retraites ou la sécurité sociale, pèse lourd dans les têtes et dans les degrés de combativité.

La période du référendum pour la Constitution européenne est également dans les mémoires des militants cégétistes et ceci à un an des échéances électorales majeures dans notre pays où la question de la nature de l'indépendance de la CGT vis-à-vis de la politique et des partis, est toujours d'actualité.

C'est l'image d'une CGT revigorée où tout donne raison à la démarche d'un syndicalisme rassemblé, pivot de l'unité syndicale qui s'est présentée à Lille. Maintenant, il faut pour elle, réussir à mettre ses actions en adéquation avec ses propositions. La première centrale syndicale française doit maintenant transformer l'essai qu'elle a marqué. Son audience, son image dans l'opinion publique, parmi la jeunesse, se sont confortablement renforcés. Il reste maintenant le plus difficile à faire dans un pays où le taux de syndicalisation reste faible, celui de prouver dans l'action que sa vision du syndicalisme est porteur de succès revendicatifs généraux mais également dans les entreprises ce qui est le plus délicat.



Un syndicalisme en évolution

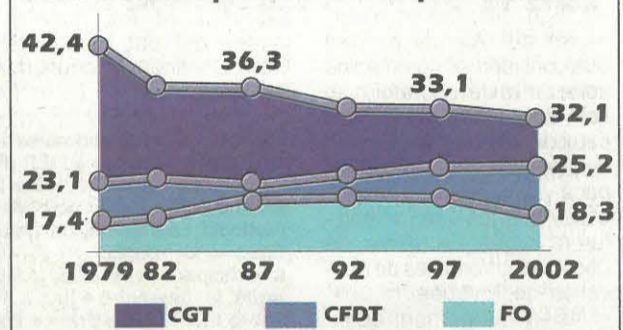
L'histoire du mouvement syndical dans notre pays est fortement marquée par la CGT. Première organisation à apparaître en France à la fin du 19^{ème} siècle, elle restera longtemps seule, marquée par des batailles internes liées aux différentes conceptions du syndicalisme, et particulièrement de la confrontation entre l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme de classe et de masse. De scission en réunification, à la naissance

ment à la CFDT ou à Force Ouvrière qui sont les deux autres grands syndicats.

Comme nous le montre le graphique ci-dessous, les 10 points perdus par la CGT ne profitent pas à la CFDT qui ne progresse pour la même période que de 2,1% ni pour Force Ouvrière qui fait pratiquement du sur place avec un gain de 0,9%.

Le paysage syndical français s'est modifié avec la présence aujourd'hui de nouvelles organisations

Les élections prud'homales depuis 1979



de nouvelles centrales syndicales, le paysage du mouvement syndical français a beaucoup évolué. Les élections prud'homales, baromètre de l'audience réelle pour chaque syndicat dans le secteur privé, laissent apparaître depuis 1979, un tassement de la CGT qui ne profite pas obligatoirement

telles le groupe des 10 Solidaires ou encore l'UNSA.

Le dernier mouvement contre le CPE a d'ailleurs clairement montré qu'il faut aujourd'hui compter sur un panel plus large d'organisations syndicales et que leur unité dans l'action demeure un facteur de succès et de mobilisation.

Peugeot à la méthode Vilvorde

Ce n'est pas que les affaires aillent mal, c'est simplement que le groupe automobile français PSA a décidé de s'en aller d'Angleterre pour produire dans les pays de l'est de l'Europe et notamment en République tchèque. Ce sont ainsi, 2 300 ouvriers d'outre Manche qui vont être sacrifiés sur l'autel des délocalisations.

La direction de la firme au Lion, est claire sur les raisons de ce transfert d'activité : Une voiture produite en Angle-

terre est supérieure en prix de 400 € à une voiture construite à Poissy en France et de 1000 € par rapport au prix de revient de la même voiture en République tchèque.

Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour que l'argument déployé aujourd'hui pour le site anglais, s'applique demain pour celui de Poissy...

CNE : jusqu'où ?

Ce sont 52 000 contrats CNE qui ont été conclus au mois de mars selon une estimation de la sécurité sociale.

Au total, depuis de mois

de septembre, 410 000 Contrats Nouvelle Embauche ont été signés sur l'ensemble du pays. Les CNE représentent 11% des embauches dans les entreprises de moins de 20 salariés depuis 7 mois. Le patronat peut dire un grand merci à la droite pour cette nouvelle étape dans la précarisation. Pour les salariés, c'est toujours plus de galère et de difficulté.

Les licenciements explosent

Selon une étude du Ministère de l'emploi, les procédures pour

licenciement «pour faute» se substituent de plus en plus aux licenciements pour motifs économiques. Les raisons de cette situation : depuis une trentaine d'années, les licenciements pour raisons économiques sont soumis à des plus grandes contraintes. C'est ainsi que les licenciements pour motif personnel, ont progressé de quelques 40% entre 2001 et 2003.

On peut, avec cette étude, mieux comprendre pourquoi le MEDEF était si attaché et défendait autant les principes du CNE et du CPE. Rendez-vous compte pouvoir licencier sans motif... Elle est pas belle la vie...

Evènements, culture, idées.

Olivier LE COUR GRANDMAISON

«Coloniser - Exterminer, sur la guerre et l'État colonial»

Quelles furent les spécificités des conflits coloniaux engagés par la France en Afrique du Nord et ailleurs ? Que nous apprennent les méthodes singulières - enfumades, massacres de prisonniers et de civils, razzias, destructions de cultures et de villages - couramment employées par les militaires français, sur la nature de la guerre conduite pour pacifier l'ancienne Régence d'Alger ? Pourquoi de nombreuses mesures racistes et discriminatoires ont-elles été élaborées puis appliquées au cours de la conquête et de la colonisation de l'Algérie ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet ouvrage entend répondre. En effet, la conquête puis la colonisation difficiles et meurtrières de l'Algérie doivent être considérées comme une sorte de vaste laboratoire au sein duquel des concepts - ceux de «races inférieures», de «vie sans valeur» et «d'espace vital», promis à l'avenir et aux usages que l'on sait furent forgés. De même, on découvre les origines de nouvelles techniques répressives - l'internement administratif et la responsabilité collective notamment - qui, avec le Code de l'indigénat adopté en 1881, firent de l'État colonial un état d'exception permanent. Plus tard, l'internement fut même importé en métropole pour s'appliquer, à la fin des années 1930, aux étrangers d'abord, aux communistes ensuite puis aux juifs après l'arrivée de PÉTAIN au pouvoir. S'appuyant sur quantité de documents peu connus voire oubliés, sur la littérature aussi, cette étude originale et



La bataille d'Isly (16 août 1844) par Horace Vernet

«dédiabolisée» (M.FOUCAULT) éclaire d'un jour nouveau les particularités du dernier conflit qui s'est déroulé entre 1954 et 1962, mais aussi les violences extrêmes et les guerres totales qui ont ravagé le Vieux Continent au cours du XX^e siècle.

Olivier Le Cour Grandmaison enseigne les sciences et la philosophie politiques à l'IEP d'Évry. Il préside l'association : 17 octobre 1961-17 octobre 2001 contre l'oubli. Il a notamment publié : «Le 17 octobre 1961 : un crime d'État à Paris» (collectif, La Dispute, 2001) et : «Haine(s). Philosophie et Politique» (PUF, 2002). Il participera au débat de la fête des Nouvelles de Loire Atlantique, le dimanche 4 juin à 14 h., au stand fédéral du livre, sur le thème : «La France confrontée à ses fractures post-coloniales». Avec, également, Rosa Moussaoui, journaliste à l'Humanité et - sous réserve de confirmation - de Mouloud Aounit, secrétaire national du MRAP. Ce débat sera animé par J-P Landais de l'Huma-Café de Nantes.

Avec cet essai vigoureux, à la croisée de plusieurs disciplines intellectuelles, Olivier LE COUR GRANDMAISON montre à quel point, dès le début, la guerre coloniale en Algérie a été exceptionnelle, préfigurant certaines méthodes utilisées au siècle suivant. Il ne se limite pas au récit de faits sanglants. Son

objectif est bien plus large : celui de mêler différentes approches afin de présenter ce qui constitue une sorte de laboratoire, aussi bien des théories racistes que de techniques répressives employées lors de cette «guerre exceptionnelle», comme les militaires la qualifient alors

eux-mêmes, conscients du fait qu'elle n'est plus régie par le droit de la guerre en vigueur jusque-là, puisqu'ils combattent une population entière et principalement des civils. Lorsqu'on referme le livre d'Olivier LE COUR GRANDMAISON, on a une sensation de dégoût et de honte. On

plonge en effet, au fil de ses 370 pages, dans l'horreur et la cruauté d'une violence quasi-permanente qui accompagne la colonisation de l'Algérie française. La fameuse «pacification», - vocable constamment employé pendant les 132 ans du «joug français» - ne sera jamais qu'un vain mot. Face à la «brutalisation» en cours de la nouvelle «armée d'Afrique» - pouvant tuer, piller, violer, confisquer biens et maisons à sa guise - les révoltes ne cessent quasiment jamais, mais sont constamment matées. La population algérienne a donc le triste privilège de subir l'inauguration de terribles méthodes, nouvelles à l'époque, qui annoncent celles des guerres et même des génocides du siècle suivant.

LE COUR GRANDMAISON, «Coloniser exterminer, sur la guerre et l'État colonial», Éd. Fayard (2005), 365 pages, 22 €.

Coup de cœur

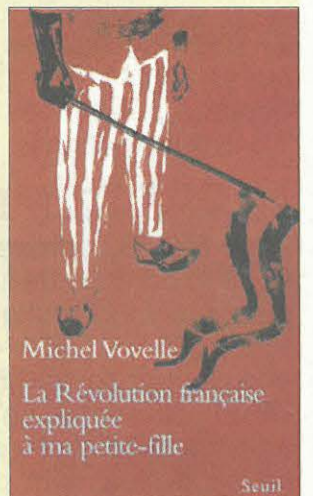
La révolution française

expliquée à ma petite fille par Michel Vovelle

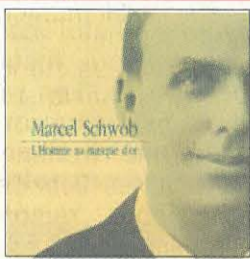
L'auteur l'explique ainsi : «Gabrielle, qui vit en Italie, a accepté de me consacrer quelques heures, pendant son séjour de vacances en France, pour discuter avec moi, son grand-père, de cette Révolution française que j'ai enseignée pendant quarante ans». Professeur émérite à l'université de Paris-1, Michel VOVELLE a été directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution à la Sorbonne.

Comment expliquer à une adolescente de 14 ans ce formidable bouleversement que fut la Révolution française ? Ce petit livre par la taille, 100 pages, est donc tout à la fois une synthèse et une approche profonde de dix années cruciales pour l'avenir de la France (1789-1799), par un des plus grands spécialistes de la période. Qu'est-ce qui a conduit à la Révolution ? Qu'est-ce qu'un sans-culotte ? Pourquoi la Terreur ?... Un ouvrage qui éclaire les grandes phases et les grands moments de la Révolution française permet, aux enfants comme aux adultes, de s'y retrouver dans ce labyrinthe si riche, mais cependant complexe qu'est l'histoire de la Révolution. Parler de cette Révolution française en si peu de pages, en allant à l'essentiel, avec un vocabulaire simple pour expliquer des concepts qui ne le sont pas toujours. Ne pas noyer le lecteur sous de trop nombreux détails, mais évoquer pourtant beaucoup d'événements, sans jamais perdre le fil conducteur... Un défi certes loin d'être évident à relever. Mais M.VOVELLE réussit parfaitement cet exercice utile et délicat dans ce livre attachant. A la dernière question de la petite fille à son grand-père : «Pour nous les jeunes, tu crois qu'elle a encore un sens ?», M.VOVELLE répond : «Cette Révolution dans l'histoire reste aussi notre Révolution, et c'est pourquoi je l'aime... Nous avons eu l'expérience depuis d'autres révolutions qui se réclamaient de l'égalité, en Russie ou ailleurs, et nous en avons retiré l'amertume d'un échec terrible. Mais le rêve et la nécessité de changer le monde restent intacts. C'est le message que nous vous transmettons et qu'il faudra transmettre à d'autres générations...»

M.Vovelle : «La Révolution française expliquée à ma petite fille» Éd. : Seuil, janvier 2006, Coll. : EXPLIQUE A... 100 pages, 8 €.



Exposition...



Marcel SCHWOB, l'homme au masque d'or

La Bibliothèque de la Ville de Nantes consacre, jusqu'au 3 juin 2006, une grande rétrospective à la vie et à l'œuvre de Marcel

SCHWOB, écrivain, traducteur et éditeur. Né en 1867, mort prématurément en 1905, Marcel SCHWOB, figure centrale et secrète de son époque, fut un lecteur de VILLON comme de STEVENSON, un traducteur de DEFOE et de SHAKESPEARE, un spécialiste de l'argot et un chroniqueur acéré. L'interlocuteur aussi de tout ce que la littérature comptait de plus actuel, de GIDE à JARRY, dont il fut le premier éditeur, de GOURMONT à CLAUDEL, et de WILDE à COLETTE ou MEREDITH. Narrateur, historien, linguiste, critique, fabuliste, il ne se contenta pas d'un seul rôle ou emploi littéraire, les occupant tour à tour selon l'occasion et la nécessité. Toute une époque revisitée, à travers le destin d'un grand érudit.

Jusqu'au 3 juin, Médiathèque Jacques DEMY, quai de la Fosse, à Nantes

Lire

La fin de la télévision J-L MISSIKA

Jean-Louis MISSIKA est spécialiste des médias, co-auteur en 1983 de «La Folle du logis : la télévision dans les sociétés démocratiques», devenu un ouvrage de référence sur la télévision. Il enseigne la communication politique à Sciences-Po Paris.

Il se propose de faire la démonstration que «la télévision est en train de disparaître sous nos yeux, sans que nous en soyons tout à fait conscients. Elle est partout et nulle part. Nous entrons dans un monde d'images omniprésentes et de média absent. Toujours plus

d'images et toujours moins de télévision».

Après un rappel des «trois âges» de l'histoire de la télévision, la «paléo-télévision», la «néo-télévision» et la «post-télévision», l'auteur développe ses arguments pertinents - alors que se multiplient les chaînes et les bouquets numériques - à propos de cette paradoxale «disparition de la télévision».

Mais c'est le dernier chapitre de ce petit livre précis, rigoureux et suggestif qui peut retenir le plus notre attention. Il porte sur la désintégration de l'espace public mesu-

rable à travers l'évolution des trois âges de l'information télévisée. Il décrit minutieusement son évolution : de «l'information institution» de l'ère gaulliste, on est passé à «l'information spectacle» du mitterrandisme, pour finir avec «l'information fusion» actuelle. Pour lui, «l'information de la

post-télévision met en relation le citoyen ordinaire et le candidat à l'élection selon des modalités qui dévalorisent et banalisent l'évènement poli-

tique». En quelques pages enlevées, il décrit ainsi les mécanismes de la dérive people (p.79), le «fiasco» du débat présidentiel de 2002 (p.83-85) et les ressorts médiatiques du débat référendaire de 2005 (p.98-100). Pour en arriver, malgré tout, à cette conclusion en forme d'espoir : «On doit espérer que les citoyens auront assez de ressources et de vertu pour reconstruire l'espace public dont ils auront besoin. Un espace décloisonné où l'information, délibération et mobilisation politiques pourront à nouveau nourrir la vie démocratique».

J-L MISSIKA, «La fin de la télévision», Ed. Seuil, coll. La république des idées, 2006, 110 p., 10,5 €.

près de vous

Jean Louis LE CORRE

«Tout faire pour éviter l'expulsion»

La politique des contrats aidés, le RMI et les départs en retraite contribuent, en plus des radiations, à faire baisser le chômage, sans pour autant créer de nouveaux emplois. C'est dans ce contexte difficile que s'est construit le nouveau Plan départemental d'insertion. Jean-Louis LE CORRE s'est félicité d'y voir inscrite, pour la première fois, une action qui favorise l'accès et le maintien dans leur logement, des personnes en difficulté. Il a réaffirmé la nécessité de s'opposer aux expulsions : «Avoir un toit est indispensable pour rechercher un emploi». Il a plaidé pour la mise en place d'un système de restructuration de la dette locative qui pourrait être mis en œuvre préventivement à toute procédure d'expulsion.

Prostitution

Delphine BOUFFENIE : «Combattre énergiquement cette forme d'esclavage humain»

Au moment du vote des subventions aux associations de prévention, Delphine BOUFFENIE, a attiré l'attention des Conseillers municipaux nantais sur le mouvement le Nid et sur Médecins du Monde qui interviennent dans les domaines de la santé et du droit des prostituées. «Les aides qui leur sont apportées sont, somme toute, en comparaison à d'autres associations intervenant dans le domaine de la prévention de la délinquance notamment, relativement modes-tes», a constaté l'élue communiste dont le groupe s'est dit «particulièrement attentif à la mise en place de politiques susceptibles de faire reculer efficacement la prostitution». «Sans illusion sur la réalité du phénomène et sur les limites des politiques publiques», les communistes veulent contribuer à combattre avec énergie «cette forme d'esclavage humain».

Régate de l'Estuaire

Trignac dans la course

Trignac participe à la Régate de l'Estuaire «René GUERIN» les 29 et 30 avril. Associée à l'association «Voir Ensemble» qui réalise la résidence «Les Amarres» des Grandchamps destinée à l'accueil de personnes malvoyantes et à l'association E.V.A.D.E, la ville profite de l'événement pour acquérir trois «Tiralos», qui permettront aux personnes à mobilité réduite de se baigner en mer. Reportage dans notre prochain numéro.

L'activité

■ Pays de la Loire

Cinq hôpitaux menacés, Michèle PICAUD réagit

Un récent rapport du Conseil national de la chirurgie, commandé par le Ministre de la Santé, préconise pour «raisons de sécurité» la fermeture, dans le pays; des 113 blocs opératoires qui réalisent moins de 2 000 interventions par an. Pour la région des Pays de la Loire, les hôpitaux de Saumur, La Ferté Bernard, Les Sables-d'Olonne, Ancenis ou Saint-Calais sont concernés. «Toutes les études sérieuses démontrent que c'est le niveau de formation des équipes et non pas le nombre d'interventions qui est gage de sécurité», a répliqué dans un communiqué à la presse Michèle PICAUD, indignée. «Si cette mesure était adoptée, elle aurait pour conséquence de diminuer l'offre de soin et encombrer un peu plus les grands centres», a fait remarquer la Conseillère régionale de Loire-Atlantique soulignant qu'il est étonnant que le rapport ne parle pas des établissements privés qui souvent sont, eux aussi, de petite taille. «Nous ne pouvons accepter que les partisans du libéralisme défavorisent sciemment le service public» et démantèlent notre santé, a conclu Michèle PICAUD assurant que «les élus communistes des Pays de la Loire, continueront aux côtés de la population d'être vigilants sur ces menaces et souhaitent que les salariés, les soignants et les usagers restent plus que jamais mobilisés pour défendre le service public de santé».



Nantes

La rue d'Angleterre sera la dernière démolition

Lors du dernier Conseil municipal, dans le cadre du Grand Projet de Ville (GPV) Malakoff/Pré-Gauchet, la démolition partielle du bâtiment allant du n°27 au n°35 de la rue d'Angleterre, a été votée par la majorité. Claude CONSTANT a cependant rappelé à cette occasion que les élus communistes, tout en approuvant les objectifs affichés par le GPV, faisaient, une nouvelle fois, part de leurs préoccupations sachant que «nombre d'habitants de condition modeste» allaient voir «leur logement promis à la démolition et des reconstructions s'opérer face à leurs fenêtres alors que, pour nombre d'entre eux, ils ne pourront accéder à ces logements neufs». Il a rappelé que les démolitions de la 1^{ère} phase du GPV avaient suscité bien des discussions, que d'autres exemples nantais comme les Dervallières avaient soulevé passions et controverses. «Le fait que les démolitions précèdent les reconstructions, fait l'objet de contestations» a souligné l'élue. Nous souhaiterions, a-t-il conclu «que l'on puisse affirmer ici clairement qu'il ne sera plus réalisé de démolitions au delà celle dont nous délibérons aujourd'hui». Ce que le Maire a fait sans attendre, répondant au porte parole du groupe communiste, qu'il n'y aurait désormais plus de démolitions.

Nantes/Châteaubriant

Bientôt la concertation préalable

La Ville de Nantes va faire l'objet d'une concertation préalable au projet de réouverture de la desserte ferroviaire Nantes/Châteaubriant. La mise en service de la ligne est prévue pour sa première phase, de Nantes à Nort-sur-Erdre, fin 2009, 2010 et pour le reste, dans les 3 années qui suivront. «Cette réalisation illustre concrètement les efforts conjoints des différentes collectivités concernées qui, en menant à bien ce projet, rompent avec la logique suivie par RFF et l'État dont le souci premier est essentiellement financier, au mépris de la satisfaction des besoins des usagers», a rappelé Claude CONSTANT «Cela fait plus de vingt-cinq ans que cette réouverture est attendue» a-t-il remarqué avant de souligner combien elle était cohérente avec les projets de développement à venir «tant pour relier le futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes que pour desservir certaines communes du Nord-Loire».

Région

Deux années de mandat

A l'occasion des deux ans de mandat de la nouvelle majorité, les Conseillers régionaux communistes de Loire-Atlantique donnent une Conférence de presse à l'Hôtel de Région à Nantes jeudi 18 mai 2006 à 11 heures.

Trignac

Certé va démarrer

Le projet de renouvellement Urbain du quartier de Certé à Trignac est définitivement lancé. L'Agence Nationale de Renovation Urbaine vient en effet d'accepter de le subventionner à hauteur de 4,5 millions d'euros sur les 52 millions à la charge de la commune. Le département innove dans cette opération en signant une convention par site de rénovation qui viendra en complément du Fonds d'Aide aux Communes et du Contrat de Territoire à hauteur de 9,2 millions d'euros pour la période allant de 2006 à 2010. La charte de relogement obligatoire, en cours d'élaboration, prévoit que les plus démunis directement concernés par le projet (détenteurs ou non d'un bail) doivent pouvoir retrouver un logement adapté dans le périmètre du renouvellement urbain. Cela supposera une mobilisation particulière du FSL.



Quartiers populaires

Travailler la qualité de vie

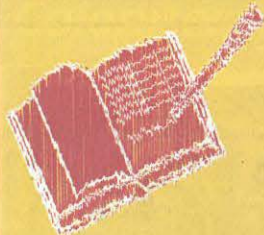
A l'occasion de la présentation, au Conseil municipal de Nantes, du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme, Annick MARTIN est intervenue sur le développement «des quartiers dits périphériques à la ville» qui «nécessitent une politique volontariste en matière d'équipements publics» Elle a notamment réclamé «un vrai maillage du territoire par un réseau de services de proximité et une amélioration constante des dessertes en particulier, de transports collectifs» pour améliorer sensiblement la qualité de vie de ces quartiers populaires.

La Chapelle sur Erdre

Gaz de France : le vœu du groupe communiste adopté

Dénonçant le projet de fusion entre GDF et le groupe Suez, le groupe communiste a présenté, lors du dernier Conseil municipal, un vœu exprimant ses craintes sur les conséquences de cette stratégie concernant le service public de proximité. La majorité des élus s'est alors prononcée en demandant à l'état de revenir sur sa décision et de respecter les engagements pris par le gouvernement RAFFARIN de garder une majorité de plus de 70% dans le capital de Gaz de France

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Vendredi 5 mai : Réunion des Présidents de groupes communistes à Savenay.

Jeudi 11 mai : Comité local de la section de Loire et Sèvre à 18h30 à Clisson.

Mardi 9 mai : Forum débat sur la précarité et l'emploi à 20h30, salon République au Paquebot à Saint-Nazaire.

Mardi 9 mai : Forum débat sur la précarité et l'emploi salle de la Convention à Nantes.

Jeudi 11 mai : Forum débat sur la précarité et l'emploi à 20h30 salle du Seil, allée de Provence à Rezé.

Mardi 16 mai : Conseil départemental de la Fédération du PCF à 18h 40 rue des Olivettes à Nantes.

Mercredi 17 mai : stage CIDEFE sur le thème «décentralisation, pour quoi faire ?» à 17h, Hôtel Akena à Saint-Herblain.

Expo-débat conférence

Le Mouvement de la Paix propose une exposition intitulée «Femmes et paix» à l'espace culturel Dubé à la Chesnaie à Saint-Nazaire du 4 au 18 mai.

Une conférence-débat est organisée le vendredi 12 mai par «Femmes Solidaires» sous le titre «Quand les femmes investissent les métiers d'hommes» avec la participation de M BRUHAT, ingénieur retraité, sociologue de l'Université Paris X.

UN APPEL DE L'HUMANITÉ

Non à l'acharnement répressif ! Amnistie des jeunes anti-CPE. Pendant deux mois, notre pays a connu une mobilisation exceptionnelle pour exiger le retrait du CPE. Les millions de lycéens, d'étudiants, de salariés engagés dans ce mouvement ont finalement obtenu gain de cause.

Or des milliers de jeunes, interpellés lors des manifestations de ces dernières semaines alors qu'aucun de leurs agissements ne peut être assimilé à un comportement de «casseurs», sont condamnés à la chaîne par les tribunaux. Cet acharnement répressif est d'autant plus inadmissible que les exemples abondent qui révèlent l'injustice et l'arbitraire de ces arrestations et le plus souvent de ces condamnations.

Alors que le CPE a vécu, il serait totalement incompréhensible que le pouvoir continue à faire payer sa défaite aux jeunes engagés dans ce mouvement.

Nous demandons l'arrêt de toutes les poursuites engagées contre des jeunes anti-CPE et l'amnistie des peines déjà prononcées à leur rencontre.

Nom	Prénom	adresse

Pétition à signer en ligne sur le site : www.humanite.fr, ou à renvoyer à l'Humanité, pétition amnistie jeunes anti CPE, 32 rue Jean-Jaurès - 93528 Saint-Denis CEDEX.

LES PETITS HÔPITAUX DANS LA LIGNE DE MIRE.

Le rapport commandé par le Ministre de la santé Xavier BERTRAND ne va pas de main morte pour diminuer le coût de la santé publique en France. 113 blocs opératoires de petits hôpitaux de proximité doivent être fermés, selon le ministre, sous prétexte «de sécurité et de qualité». Toujours d'après le Ministre, à moins de 2 000 opérations par an pour 50 000 habitants, un bloc n'est pas viable...

Déjà en septembre 2005, un document portant sur cette question proposait la suppression de 150 blocs opératoires. Devant le tollé rencontré à l'époque, le Ministre avait dû rebrousser son chemin. Dans les milieux de la santé, parmi le personnel des hôpitaux, cette annonce fait déjà grand bruit et soulève de vives indignations.

Pour notre région, l'Hôpital d'Ancenis serait concerné ainsi que celui de Redon.

NOUVEL AÉROPORT.

Le projet de nouvel aéroport de Notre Dame des Landes, avance. L'annonce vient d'être faite que le dossier d'enquête publique sera remis début juillet au Ministère des Transports, ce qui signifie que l'enquête publique débutera avant la fin de l'année.



« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
 Commission paritaire : N° 0310 I 86504
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : SEM Locminé
 Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55
 e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Michel DEJEU
 Michel LUCAS
 Jean-Paul MARTEL
 Jean-Yves MARTIN
 Aymeric SEASSAU
 Yann VINCE



Vite lu...

LA DRÔLE DE DÉMOCRATIE PATRONALE.

La CGT et la CFDT, les deux principaux syndicats des Chantiers de l'Atlantique représentent 85% des salariés de l'entreprise au regard des dernières élections professionnelles. Malgré cette évidence, la direction entend faire appliquer un accord signé par la CGC, la CFTC et Force Ouvrière qui ne représentent eux qu'une minorité des salariés. De quoi, à juste raison, irriter les salariés qui ne se reconnaissent vraiment pas dans les conceptions de démocratie des patrons des Chantiers et demande avec leur syndicat, l'ouverture de nouvelles négociations sur les salaires.

SPÉCIAL HORS-SÉRIE



En vente dès le 27 avril, un numéro exceptionnel édité à l'occasion du 70^e anniversaire du front populaire. Cent pages de récits richement illustrés, les analyses des meilleurs historiens du mouvement ouvrier, des entretiens exclusifs (Georges Séguy, Eric Hobsbawm...) les témoignages et souvenirs des lecteurs de «l'Humanité» des réflexions et débats sur l'héritage contemporain de cette grande page des luttes pour le progrès et l'émancipation humaine.

Il fallait se le dire

Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.



« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
 e-mail : nla@wanadoo.fr

Parmi les réactions au supplément de notre dernier numéro des «Nouvelles» sur

la navale nous en avons sélectionnées trois d'entre elles qui résument l'avis

général des lecteurs

A renouveler

Le 4 pages, spécial sur la Navale à Saint-Nazaire est un sacré outil pour les militants. Voilà un document qui ne se contente pas de dresser un bilan mais qui met au débat des propositions concrètes immédiatement applicables qui tranchent sur le discours ambiant. Pourquoi pas renouveler l'expérience trois ou quatre fois dans l'an-

née sur des dossiers qui nous tiennent à cœur ? L'énergie par exemple...

N'oubliez pas les sous-traitants !

J'apprécie le travail effectué sur les Chantiers navals d'autant que les principaux acteurs donnent leur point de vue. Cependant, comme rien n'est parfait, je pense que la question de la sous-traitance aurait mérité d'être approfondie. En effet,

aujourd'hui la moitié des 6 000 emplois concernés sont sous traités par de petites et moyennes entreprises dont la survie dépend des Chantiers. D'autre part, alors que la directive Bolkestein repointe le bout de son nez au Parlement européen, nous ne devons pas oublier les travailleurs étrangers dont les luttes avec la CGT font régulièrement la Une des journaux.

Airbus oui, mais...

La dernière page du supplément sur la Navale consacrée à Airbus fait utilement réfléchir aux possibilités industrielles que recèle notre pays pour peu qu'il existe une réelle volonté nationale d'avancer et de produire. J'ai peur cependant que la vision donnée d'EADS soit un peu angélique. J'en veux pour preuve la récente annonce des Anglais de retirer leurs billes.